

Initiatives ministérielles

On n'est pas une république de bananes, nous sommes un pays sophistiqué!

• (1610)

Nous avons des marchés d'argent à l'intérieur du pays. On ne devrait pas être obligés d'aller sur le marché international, sauf évidemment si c'est nécessaire pour des dépenses en capital, ce qui est tout à fait différent, alors que ces dépenses généreraient des revenus. Mais il n'existe aucune autre raison qui nous oblige à aller sur le marché international.

Finalement, monsieur le Président, toute cette question de déficit crée une psychose dans le pays et les gens ont raison d'être inquiets. On a vu les effets du libre-échange sur notre économie, sur notre industrie dans ce pays-ci. Le gouvernement, continuellement, utilise le déficit comme un Bonhomme Sept Heures pour faire peur à tout le monde sur cette question. Au lieu de nous faire peur, on voudrait qu'il nous soumette des mesures concrètes. Et des mesures concrètes, ce serait d'avoir, comme je l'ai mentionné, une véritable réforme de notre système de taxation. On demande cela depuis des années. Je crois que c'est une chose essentielle, et si on ne l'a pas, on ne regagnera pas la confiance des Canadiens dans ce domaine.

De plus, quand on regarde le déficit, on s'aperçoit que les taux d'intérêt contribuent à faire hausser, de façon extraordinaire, notre déficit. C'est une autre question à laquelle on devrait s'adresser comme gouvernement, parce qu'on en fait partie ici. Si on ne fait pas partie des solutions, il est évident qu'on crée des problèmes ici. C'est cela qu'on doit comprendre. Cette question de déficit n'est pas imputable à un seul domaine, comme souvent, notre illustre premier ministre tente de nous le faire croire. S'il y a un déficit, il pointe le doigt dans notre direction et il dit que c'est du temps des Libéraux que cela s'est produit. Mais c'est tellement simpliste, que cela ne mérite même pas une réponse.

Le problème du déficit réside à quelques endroits en particulier. Premièrement, il s'agit d'avoir une véritable réforme, afin que tous les Canadiens, et plus particulièrement la classe moyenne, sachent qu'ils n'en sont pas les victimes, ceux qui paient plus que leur part parce que dans le moment, on sait que c'est ce qui se produit. Il faut régler cette question-là, parce que c'est une question de confiance.

Deuxièmement, il faut protéger, à tout prix, les acquis qu'on a, ici au Canada, surtout en ce qui a trait à notre infrastructure industrielle qui, depuis le libre-échange, est en train de subir des contrecoups extrêmement difficiles. Je prétends que d'ici aux prochaines élections, cette

question du libre-échange va revenir sur le tapis, parce qu'il y en a beaucoup qui ont souffert de ce pacte qui a été signé en vitesse. Même dernièrement, j'ai lu que l'Association canadienne des manufacturiers, surtout le secteur québécois, a fait une étude et dit maintenant qu'après-coup, elle réalise qu'avant qu'on ne signe l'Entente de libre-échange, il aurait dû y avoir une période de transition d'au moins cinq ans pour qu'on puisse s'y ajuster.

Donc, monsieur le Président, je conclus mon allocution sur le projet de loi C-21. S'il y a une chose que je voudrais voir, en lieu et place de mécanismes de fonds, sachant que tous les fonds des revenus reviennent au Fonds consolidé, c'est qu'on demande au gouvernement de s'attaquer au problème qui mine la confiance de tous les Canadiens, c'est-à-dire au système de taxation injuste et inéquitable. C'est ce à quoi on devrait s'attaquer en premier lieu. Si on démontre notre bonne foi pour que le système soit équitable pour tous les Canadiens, à ce moment-là, nous allons voir un regain d'espoir et de confiance chez l'ensemble de nos contribuables.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, j'ai été très impressionné, comme tous les députés de cette Chambre, par le discours du député de Gatineau—La Lièvre. Il a si bien informé, il a si bien exprimé ses pensées que vraiment j'ai été touché. J'aimerais lui poser une question. Au sujet du déficit, pense-t-il que le budget du gouvernement, qui a été déposé à la Chambre des communes il y a un mois, va vraiment augmenter ou diminuer le déficit? Et ici j'aimerais faire référence à un petit détail que l'on retrouve dans ce budget et qui consiste à réduire les impôts sur les paiements de dividendes des sociétés canadiennes à leurs sociétés parentales à l'étranger. Ainsi, la taxe a été réduite de 10 à 5 p. 100 pour les paiements de dividendes payés à l'étranger. Le député pense-t-il que c'est responsable du point de vue fiscal? Pense-t-il que cela va augmenter les investissements étrangers au Canada? Si la réponse à cette dernière question est oui, pense-t-il que c'est une bonne chose pour les Canadiens que d'augmenter le niveau des investissements étrangers dans notre pays?

M. Assad: Monsieur le Président, en réponse à la première question de mon collègue, je ne suis pas convaincu, et là je me base sur différents articles que j'ai lus, que le budget présenté par le gouvernement va réduire le déficit, certainement pas. Parce que les dépenses qu'il est obligé de couvrir, ce ne sont pas des dépenses en capital. Et du fait qu'ils vont continuer dans la même veine, il m'apparaît qu'il y aura de plus en plus de gens qui éprouveront des difficultés à rencontrer leurs obligations, et moins de revenus vont rentrer dans le Fonds